



Consultation publique de l'ARCEP sur la synthèse des travaux sur les modalités tarifaires des raccordements finals des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné

(16 février 2023)

Propos liminaires

« Seule l'Arcep et le ministre chargé des communications électroniques sont habilités à réguler, contrôler et sanctionner les opérateurs au titre de l'exploitation de leur réseau de fibre optique »

Face à l'ampleur et à la persistance des dégradations des PM, PBO et des déconnexions des abonnés à la fibre optique, de nombreux maires ont adopté des arrêtés municipaux, voire pris des mesures, comme le fait de cadenasser les armoires de rue, d'obliger les sous-traitants à se déclarer en mairie ou auprès de la police municipale etc.

L'Arcep ayant déclaré à plusieurs reprises que le responsable de la bonne mise en œuvre du raccordement en mode STOC étant l'Opérateur d'Infrastructures (OI), c'est tout naturellement qu'une commune d'Île-de-France s'est tournée vers l'OI en charge des déploiements FttH sur son territoire pour l'assigner au tribunal pour que soit *« reconnue sa responsabilité dans le déficit de sécurisation des points de mutualisation en tant qu'opérateur d'infrastructures et qu'il lui soit enjoint de prendre de nouvelles mesures permettant une meilleure sécurisation des points de mutualisation sur l'ensemble du territoire de la commune d'Argenteuil et une meilleure contractualisation des sous-traitants »*.

Or selon la Cour d'appel¹, la Commune ne peut *« exercer en justice une action dont la visée est réservée à d'autres organes reconnaît l'absence d'intérêt à agir de la commune contre XP Fibre »*. Le jugement ajoute que *« Seule l'Arcep et le ministre chargé des communications électroniques sont habilités à réguler, contrôler et sanctionner les opérateurs au titre de l'exploitation de leur réseau de fibre optique. »*

Si la reconnaissance du pouvoir de police spéciale des communications électroniques à l'ARCEP et au ministre induit la possibilité d'engager leur responsabilité en cas de faute lourde du fait de leur activité de contrôle des opérateurs de réseaux en fibre optique, elle précise surtout que contrairement à ce qui leur a été dit et répété ces dernières années, ce ne sont pas les OI qui doivent être directement visés par les collectivités – qu'elles soient ou non délégantes - mais bien l'État et le Régulateur.

La Cour d'appel de Versailles ayant remis l'église au centre du village, c'est à l'aune de ce jugement que les associations d'élus répondent à la présente consultation dont le sujet, la tarification du raccordement, est intimement liée à la question du raccordement en mode STOC.

¹ <https://justice.pappers.fr/decision/36c5c9616e870e3b3e8ed9318d419686>

Synthèse

Les associations d'élus partagent pleinement les trois objectifs listés par la consultation (réaliser tous les raccordements, qu'ils soient de qualité et assurer l'équité concurrentielle entre les OC). Cependant, en regard de ces objectifs majeurs, les délais de mise en place des mesures prises ou à prendre s'avèrent non seulement beaucoup trop longs à l'origine, mais l'État et le Régulateur ne font que constater factuellement les retards sans prendre aucune mesure coercitive à l'encontre des acteurs du mode STOC. Les délais filent de plus en plus, la filière assume sans état d'âme de laisser les élus et les habitants continuer à subir durablement les désordres.

Les associations d'élus notent également que certaines dispositions évoquées dans la consultation ne semblent pas prescriptives, et plusieurs points, dont certains déjà évoqués il y a deux ans, ne sont même pas abordés.

Durant les deux années séparant la première consultation sur les raccordements de la présente, 8 millions de prises auront été raccordées, avec les difficultés que l'on sait. Des mesures comme l'extension de la portabilité pour l'accès à Internet fixe, envisagées fin 2020, vont se traduire par une simple obligation d'identification de la PTO qui ne sera disponible sur les factures qu'au 31 décembre 2023. Au chapitre des dispositions manquantes, des réflexions soulevées en 2020 dans la précédente consultation ne donnent lieu à aucune proposition dans la présente, comme le raccordement des entreprises et le multi-accès.

Plus grave, toutes les mesures touchant à la qualité des raccordements ont été systématiquement reportées dans le temps, à commencer par la signature des contrats STOC v2, en passant par la mise en œuvre des CRI (sans parler d'un taux de conformité acceptable, repoussé à son tour aux prochaines années), de la généralisation de E-intervention etc. La régulation symétrique semble ainsi laisser place à une **culture de l'impunité**.

Les associations d'élus pressent instamment l'Arcep de lister les obstacles au niveau européen ou les éventuelles mesures législatives qui lui manqueraient au niveau national afin de disposer des pouvoirs permettant de revenir à des pratiques respectant l'intégrité et la pérennité des réseaux. En particulier, le Régulateur devrait encadrer davantage les OC qui ont été mis en position de construire une part majeure des réseaux FttH sans les contraintes s'appliquant aux OI.

A titre d'exemple, s'ils devaient comptabiliser leurs coûts, en référence à un opérateur efficace, être responsables de la qualité de service etc., les pratiques seraient certainement amenées à changer drastiquement. L'analyse de l'Arcep sur le fait que les OC seraient de soi-disant sous-traitants des OI ignore l'asymétrie entre OI et OC en ce qui concerne les nombreux OI non verticalement intégrés, asymétrie qui permet aux 4 OC de fouler au pied les règles quand bon leur semble.

L'autorité rappelle les raisons ayant entraîné l'analyse du caractère raisonnable de la demande d'un OC pour réaliser lui-même le raccordement (celui-ci étant « *partie intégrante de la relation commerciale de l'OC avec son client* » et pour éviter qu'un OI intégré « *s'immisce dans cette relation* »). À titre d'exemple, dans le cas d'un simple churn, le brassage au PM ne relève bien évidemment pas de cette analyse. Plus généralement, cette analyse devrait ipso facto exonérer les OI neutres d'une partie des obligations que les OI verticalement intégrés doivent

respecter en matière de raccordement, et plus généralement, une balance devrait être effectuée entre la préoccupation concurrentielle et la gravité des risques encourus sur la pérennité des réseaux.

Les associations d'élus se félicitent de l'analyse de l'autorité sur la responsabilité de l'OI en cas d'absence de GC disponible pour les bâtiments existants, assortie de la réaffirmation de la possibilité d'en répercuter les coûts sur le segment PM-PBO. Les associations d'élus espèrent que les OI et OC ne contesteront pas cette analyse et qu'ils sauront trouver rapidement des accords pour mettre en pratique ce financement (nomenclature de travaux, coûts, durée d'amortissement, contrôle, modification des contrats...), sans passer par d'autres règlements de différents qui bloqueraient la mise en œuvre des travaux en attente d'être tranchés. Cela apparaît d'autant plus urgent avec la perspective rapprochée de la fermeture du cuivre. Les associations d'élus soulignent que l'effectivité de ces dispositions dépend aussi pour une grande partie d'une modification de l'offre de génie civil d'Orange pour une prise en compte des spécificités des raccordements (limite de responsabilité d'Orange, délais d'intervention etc.) dans les cas où ce GC existe et n'est pas utilisable en l'état.

Concernant le génie civil des immeubles neufs, les associations d'élus appellent à des travaux communs entre opérateurs, représentants de l'État et associations de collectivités pour instituer de bonnes pratiques quant aux infrastructures créées sur le domaine public. Il serait irresponsable d'en laisser la propriété aux promoteurs/propriétaires des locaux, tant du point de vue de la gestion du domaine public (incidents causés ou subis sur la voie publique, gestion des DR DICT, titres d'occupation...) que de son utilisation de très long terme au bénéfice des réseaux fixes.

Des travaux complémentaires sont également à mener au sujet des coûts d'exploitation du segment « raccordement » et des rôles respectifs de l'OC et de l'OI. Les associations d'élus, dont les membres ont vécu le traumatisme du mode STOC, demandent que le démembrement et la dilution des responsabilités constatés sur la construction ne se poursuive pas sur l'exploitation. Les réseaux d'initiative publique présentent des spécificités dont il faut tenir compte : l'utilisateur final est aussi un contribuable et un citoyen, **c'est un service public qui est en œuvre**, le réseau délégué est un bien de retour de la collectivité destiné à perdurer plusieurs dizaines d'années.

Afin de limiter les risques de litiges, les associations d'élus demandent également à l'Arcep de se prononcer explicitement sur la possibilité pour un OI de procéder à des pré-raccordements pour accompagner les déploiements, et les modalités économiques assorties telles qu'elles vont être précisées dans le cadre de la présente consultation.

1 Réaliser tous les raccordements finals

1.1 Permettre la réalisation des raccordements « non-standards » en mode OI au cas par cas

L'Arcep demande un nouvel assouplissement des dispositions contractuelles à la disposition des OC concernant le choix entre mode STOC et mode OI. Les associations d'élus regrettent que parallèlement l'Arcep ne prenne en compte aucune demande des OI pour limiter le mode STOC là où le bénéfice/risque est clairement en défaveur de l'état du réseau. En fonction de cet arbitrage, les OI doivent être en mesure de définir une typologie précise des cas où il est légitime de mettre en œuvre le mode STOC, où l'OC peut avoir le choix entre les deux modes, et où le recours au mode OI s'impose, le tout assorti des limites de prestations (GC, câble...).

A titre d'exemple simple, en cas de churn, la protection de l'ensemble du PM est évidemment à prendre en considération, l'OI étant en responsabilité vis-à-vis de tous les OC présents (risques de débranchement à tort ou de forçage des armoires, proscription des « plats de nouille », etc.).

Il serait donc souhaitable que l'Arcep se prononce explicitement sur le fait que pour les raccordements ne nécessitant par une action chez l'abonné, un OC n'est pas fondé à exiger une intervention en mode STOC.

De plus, il serait efficace que pour une commune incluse dans un lot d'arrêt du cuivre, il soit considéré comme raisonnable qu'un OI suspende le mode STOC pendant les 12 derniers mois avant la fermeture technique, ceci afin de minimiser les risques de coupure de service des clients finaux.

1.2 Responsabilité de la réalisation des infrastructures d'accueil manquantes pour les raccordements finals en domaine public en dehors des zones très denses

En sus des remarques émises plus haut, il serait sans doute utile d'étendre la disposition édictée sur le domaine public, sur la responsabilité des OI et la répercussion des coûts, aux cas, rares mais existants, où le raccordement nécessite de passer en domaine privé. En effet, un propriétaire d'immeuble à desservir qui se trouverait dans le cas d'une absence de génie civil mobilisable ne dispose d'aucune prérogative pour passer par le domaine privé, alors qu'un opérateur peut demander à faire jouer une servitude de passage.

1.3 Et la zone très dense ?

Les associations d'élus relèvent que la présente consultation ne concerne que la Zone moins dense. Il faudra bien trouver des solutions également pour la Zone très dense. Ainsi serait-il intéressant de voir si certaines dispositions peuvent s'appliquer aux poches de basse densité de la ZTD. Dans l'objectif nécessaire de ne pas laisser de côté des immeubles existants, et de prendre en compte aussi les immeubles neufs, c'est sans doute à un aggiornamento plus global qu'il faudra procéder pour la ZTD, qui rappelons-le, a été créée par une exception à la loi, et à la demande de certains acteurs, notamment pour contrer des réseaux d'initiative

publique. Ainsi, en ZMD, si la création de GC pour desservir un immeuble existant est à la charge de l'OI, qu'en est-il pour la ZTD où il n'y a pas d'OI en charge d'une ville, d'un quartier, d'une rue ?

1.4 Prise en compte éventuelle dans l'offre GC BLO

Si Orange, rompant avec ses orientations précédentes, intervenait sur les infrastructures manquantes, il serait nécessaire que ce soit dans des conditions tarifaires et opérationnelles spécifiques, afin d'être compatible avec une logique commerciale en cas de prise de commande individuelle (délais courts) et avec une planification connue en cas de zone à traiter de manière économiquement efficace (par exemple en cas de lignes en pleine terre).

1.5. Difficultés exceptionnelles

Bien qu'il s'agisse de réaliser « *tous les raccordements finals* », l'Autorité suggère qu'il puisse être dérogé à la construction ou réparation du génie civil manquant en cas de « *difficultés exceptionnelles de construction* ». Si les associations d'élus considèrent que rendre raccordables 100% des locaux d'un territoire ne sauraient souffrir d'autres exceptions que celles décrites dans la note inter-associations², s'agissant du raccordement effectif, les associations d'élus souhaitent qu'il y ait un strict minimum d'exceptions. Là où il a été possible de construire le réseau cuivre, l'économie globale des télécoms fixes actuels, sans commune mesure avec la seule téléphonie autrefois, devrait permettre de faire au moins aussi bien. Aussi conviendrait-il de préciser cette notion, afin qu'elle ne soit pas employée au bon non-vouloir des OI, placés sous la contrainte des OC pour la répercussion des coûts.

En l'occurrence, la fixation d'un seuil (par exemple un génie civil d'un coût supérieur à 10 000€) serait un minimum de clarification. En complément, les associations d'élus demandent que l'OI qui voudrait faire jouer les exceptions montre que le volume total de GC exceptionnel à réaliser impacterait le coût de la liaison PM-PBO de manière si importante qu'elle risquerait de dissuader les OC de venir sur son réseau. L'échelle du réseau en question serait celle où il peut réaliser une péréquation économique.

Les associations d'élus rappelle sa demande que les exceptions ne puissent concerner des sites stratégiques (services publics, activités...). Des travaux collectifs sont à mener pour préciser cette notion (ANCT, ARCEP, associations de collectivités). Pour cela, il serait utile de tirer le bilan de la définition qu'avait donné Orange des difficultés exceptionnelles dans le cadre du Service universel. Les associations d'élus souhaitent qu'elle soit restreinte, certains items relevant de difficultés surmontables ne justifiant pas d'une réelle exception.

Enfin les exceptions ne doivent pas être gravées dans le marbre. Les associations d'élus demandent que des clauses de révision périodique permettent de revenir sur les exceptions en fonction des évolutions contextuelles (service universel, économie des réseaux, comparatif des usages/coûts sur les différentes solutions technologiques etc.).

² Insérer lien vers la dernière version de la note complétude)

2 Réaliser des raccordements finals de qualité

2.1 Rappel des actions en cours sur la qualité

La consultation rappelle les actions en cours, mais devrait également rappeler que depuis la précédente consultation, elles n'ont pas montré une efficacité notable, entre autres parce que leur mise en œuvre est retardée par tous les moyens possibles et imaginables :

- délais inacceptables pour signer les nouvelles versions de contrat ;
- délais supplémentaires pour mettre en œuvre les dispositions signées ;
- contestation systématique des moyens de contrôle comme les CRI ;
- contestation des relevés de défauts, non-paiement des factures de pénalités émises par les OI ;
- absence de fourniture d'indicateurs à l'ARCEP par les OI et les OC, non pénalisée ;
- non tenue des comités mensuels de suivi de la qualité des raccordements pourtant prévus dans le protocole STOC V3.

Vu l'ensemble de ces retards et dysfonctionnements intervenus et le jugement de la Cour d'appel de Versailles du 5 janvier 2023 (voir supra), il convient que les pouvoirs du Régulateur soient désormais exercés (et si besoin renforcés), afin que les demandes de l'Arcep fassent autorité.

L'ARCEP rappelle en introduction que le mode STOC est « sous réserve des règles de l'art ». Les remontées des collectivités, et même les audits récemment réalisés par l'autorité montrent qu'il n'en est rien dans des proportions inquiétantes. Aussi les associations d'élus réitèrent sans changement les critiques et suggestions formulées précédemment, en annexe.

Les associations d'élus demandent que l'Arcep se prononce sans ambiguïté dans sa recommandation sur le fait qu'en l'absence d'une qualité de service, l'OI peut imposer des pénalités proportionnelles à la criticité des problèmes constatés, allant jusqu'à la suspension du paiement jusqu'à reprise intégrale si nécessaire.

2.2 L'enjeu de la rémunération : sérieux doute des associations d'élus quant à la théorie du ruissellement...

Les associations d'élus se félicitent de ce que l'Arcep affirme la nécessité d'une rémunération adéquate des installateurs effectifs des raccordements pour en assurer la qualité, mais déplore qu'aucune mesure ne paraisse décidée pour en assurer l'effectivité. Ceci pourrait avoir pour première conséquence de laisser persister les pratiques prédatrices et destructrices actuelles.

L'Autorité estime en effet « *indispensable que les grilles tarifaires de toute la chaîne de sous-traitance et en particulier celles des opérateurs commerciaux, assurent une rémunération du technicien qui lui permette de réaliser des interventions en sécurité et dans les règles de l'art* ». Si les associations d'élus se félicitent que l'accent soit ainsi mis sur les réels donneurs d'ordres, à savoir les OC, elle renouvelle, en premier lieu, sa demande que la régulation se donne les moyens de contrôles effectifs par sondages de cette chaîne de sous-traitance pour évaluer,

dans le temps, la portée de la présente formulation sur l'enjeu de rémunération, cette formulation n'apparaissant pas comme une recommandation et encore moins comme une décision.

En deuxième lieu, face à l'injonction pour l'OI de correspondre à « un opérateur efficace » sur ces coûts, tant au niveau de la construction que de l'exploitation, il convient que le régulateur reconnaisse comme a priori raisonnable que l'OI puisse obtenir l'ensemble des données contractuelles et comptables permettant le contrôle de la chaîne de sous-traitance.

En troisième lieu il convient que le régulateur considère comme a priori raisonnable la demande d'un OI de réfection d'un raccordement qui n'aurait pas été construit dans les règles de l'art par un OC, et ce sans autre limitation de durée, pour constater les problèmes, que celle de l'amortissement technique de ladite ligne. En effet, de très nombreux exemples ont montré que depuis des années, la rémunération du technicien ne permettait justement pas une intervention en sécurité et dans les règles de l'art. Contrôler de bout en bout chaque raccordement engendrerait des coûts disproportionnés et nécessiterait l'accord de chacun des occupants. L'absence de respect des règles de l'art a des conséquences techniques et donc économiques dont certaines ne se manifesteront que dans le temps. La régulation devra donc veiller à ce que les coûts engendrés soient imposés à l'OC qui a indûment créé une valeur comptable par la différence entre les tarifs de sous-traitance et les coûts réels.

En dernier lieu, les associations d'élus contestent la vision simpliste qu'il suffirait d'augmenter les coûts de rémunération de l'OC pour que, par effet supposé de ruissellement, l'exécutant en bout de chaîne puisse en bénéficier. L'Arcep ne faisant que reprendre laconiquement le souhait d'une plus juste rémunération « *à toutes les étapes de la chaîne de sous-traitance* », sans plus de précision, sans mesure de régulation et de contrôle pour s'en assurer, ni recommandation ou décision. Augmenter le tarif du raccordement pourrait n'avoir pour effet que de renforcer le caractère de « drogue dure » que représente le mode STOC pour les financiers des opérateurs.

Les associations d'élus tiennent à affirmer haut et fort qu'en aucun cas les collectivités délégantes ne doivent remettre au pot pour une situation qu'elles subissent déjà vis-à-vis de leurs administrés.

2.3. Prise en compte des raccordements longs

La consultation évoque la problématique des raccordements longs essentiellement sur l'aspect de la prise en compte des surcouts. La longueur évoquée est de 150 mètres, sans que la consultation ne semble fixer cette longueur comme un seuil de définition, et sans proposer ni n'imposer un mode unifié de prise en compte des surcouts, ce que regrette les associations d'élus. Les associations d'élus relèvent que pour une même métrique, les coûts peuvent varier considérablement suivant les caractéristiques du terrain et les possibilités de mode de pose. Il serait regrettable que l'indication de cette longueur dans la recommandation entraîne une augmentation artificielle de la valorisation de ce segment, alors que les modes de rémunération des raccordeurs tiennent compte de moyennes.

Notons ainsi que l'on pourrait, symétriquement, imaginer un barème de moins-value pour les raccordements « courts » et « très courts ». En pratique, pour les opérateurs commerciaux dans leurs rapports avec leurs sous-traitants d'un côté et les OI de l'autre, ce qui compte semble moins être un seuil précis pour tel ou tel raccordement trop long de 20, 50 ou 100 mètres, que la moyenne des coûts réels de raccordement sur une zone. Autrement dit, sauf dans les cas où un OI n'aurait pas positionné les PBO au plus près des locaux, le problème semble se limiter à une proportion assez limitée (hors typologies particulières d'habitat) de raccordements « très longs ». Dans ce cas particulier, il serait préférable que l'OC demande leur réalisation à l'OI. Celui-ci doit d'ailleurs être plus vigilant sur les arbitrages en termes de parcours que pour les raccordements standards et veiller à une documentation précise, ce qui renforce la nécessité de privilégier le mode OI.

Pour les territoires présentant statistiquement une typologie particulière d'habitat et locaux entraînant un impact significatif de coûts dus aux sur-longueurs (et non du fait d'un non-respect des prescriptions sur la localisation des PBO), il semble justifié d'établir des barèmes spécifiques. Dans ce cas, il serait souhaitable d'harmoniser ces barèmes pour éviter toute distorsion, en particulier de la part des OI verticalement intégrés.

2.4. Prise en compte des raccordements complexes

Les associations d'élus estiment que les raccordements complexes devraient être confiés à l'opérateur d'infrastructure (OI), étant donné les obligations techniques et opérationnelles qu'ils revêtent :

- Construction d'une adduction souterraine (aérienne, le cas échéant), en domaine public, au droit de la propriété jusqu'au réseau BLOM ;
- Gestion (dont suivi DT/DICT) et entretien de ces infrastructures par la suite.

C'est pourquoi, les associations d'élus souscrivent à la proposition de l'Autorité selon laquelle l'OI réalise lui-même le génie-civil manquant, mais s'opposent à ce que ce soit l'OC qui finalise ensuite le raccordement en mode STOC en utilisant les infrastructures (génie-civil, longueur de câble) réalisées par l'OI. L'OI doit effectuer le raccordement complexe (en mode OI donc).

Deux cas de figure :

- Réparation, désaturation ou rénovation par l'OI de GC existant, en application des dispositions de réparation/rénovation prévues par la convention GC-BLO liant l'OI à ORANGE SA ou d'une convention similaire le liant au gestionnaire d'infrastructure ;
- Financement et création de nouveau GC en domaine public, dont il conviendra de préciser à qui attribuer la propriété.

En effet, le génie civil ainsi construit viendrait compléter et étendre les infrastructures exploitées dans la majorité des cas par ORANGE SA et l'offre GC-BLO, sinon, celles d'autres gestionnaires d'infrastructures, opérateur ou collectivité territoriale.

2.5. Barèmes de l'Arcep

La consultation inclut la problématique des frais de contrôle des OC. L'Arcep qui participe voire organise les réunions de suivi des travaux de la filière supposés améliorer la mise en œuvre du mode STOC devrait pourtant avoir constaté que les OC :

- ne connaissent pas les plannings d'intervention des raccordements ;
- ne contrôlent pas le travail effectivement réalisé par ces raccordements (absence de CRI systématique) ;
- ne contrôlent pas les qualifications des raccordements ;
- ne contrôlent pas le respect des règles de sécurité d'intervention des raccordements ;
- ne contrôlent pas l'absence de débranchements sauvages des raccordements (E-intervention rentre dans sa 3^{ème} année de non-mise en œuvre systématique par l'ensemble des OC).

Quand bien même les associations d'élus doivent concéder que les OC contrôlent très étroitement les marges qu'ils réalisent sur le dos de leurs sous-traitants en D3, ce seul point de contrôle effectif ne saurait justifier d'intégrer dans les coûts de raccordement de quelconques frais de contrôle côté OC.

Aussi le fait d'évoquer dans cette consultation cette problématique peut sembler s'apparenter à une forme de déni de réalité. C'est pourquoi les associations d'élus s'insurgent contre les montants des frais de contrôle des OC soumis à la présente consultation. S'ils devaient être, pour d'obscures raisons, maintenus, l'Arcep devra alors a minima préciser qu'un OI doit être dans la possibilité de sanctionner l'OC de manière proportionnée sur cette base si celui-ci n'assure par son contrôle effectif.

A contrario, il est impératif de ne pas oublier les frais de contrôle de l'OI, qui ont nécessairement augmenté pour tenter de réguler les pratiques défectueuses et massives (audits, SI...) ainsi que, dans certains cas, les frais engagés par le délégant ou la mairie en zone d'initiative privée.

3 Assurer l'équité concurrentielle entre les opérateurs commerciaux

Les associations d'élus partagent pleinement le constat du Régulateur : *« La contribution financière de l'opérateur commercial qui a construit le raccordement en mode STOC peut donc s'avérer très inférieure à la contribution financière due par l'opérateur commercial qui reprendrait le raccordement. Il ne peut être exclu que, dans certains cas l'opérateur commercial qui a construit le raccordement en mode STOC soit remboursé lors de la restitution du raccordement d'un montant supérieur à ce que la construction du raccordement lui a coûté. »*

Aussi, l'Autorité recommande que *« les tarifs de reprise soient calculés sur une base cohérente avec la contribution effective supportée par l'opérateur commercial qui construit initialement le raccordement en mode STOC »*.

Les associations d'élus partagent pleinement cette recommandation, permettant de supprimer une barrière à l'entrée injustifiée. Le fait que des mauvaises pratiques constatées n'épargne aucun OC ne saurait justifier d'une inaction, d'une part parce qu'aucune donnée ne permet de savoir si certains ont profité de l'écart entre les coûts réels et les tarifs, et d'autre part parce que leurs parts de marché ne sont pas les mêmes et doivent pouvoir évoluer, sans parler de l'arrivée d'un nouvel entrant.

La formulation de la recommandation en termes de « contribution effective » semble atténuée par la proposition ultérieure, à savoir que *« un opérateur commercial pourrait raisonnablement demander à ce que les tarifs de reprise qu'il supporte ne soient pas supérieurs aux niveaux résultant du modèle de coût de construction établi par l'Arcep, sauf à ce que l'opérateur d'infrastructure démontre des coûts différents »*. Or, selon les exemples remontés par les collectivités, le coût réel de construction des raccordements effectués ces dernières années s'écarte sensiblement du modèle établi par l'Arcep. On peut supposer aussi qu'aucun OC ne viendra démontrer qu'il a eu des coûts inférieurs... Il est possible qu'à l'avenir, les OC, dûment sensibilisés par le point sur « l'enjeu » d'une rémunération du technicien, voire contraints à appliquer des tarifs alignés sur les barèmes par des mesures concrètes encore à prendre, les planètes s'alignent. Cependant, au moins pour les millions de raccordements déjà construits, il faut bien faire quelque chose.

Il convient de clarifier le projet de recommandation pour savoir s'il faut orienter le tarif de reprise sur le coût réel des raccordements effectués ou bien sur le coût d'un raccordement dans les règles de l'art (barème Arcep). En première hypothèse, la recommandation pourrait permettre à un OC, en cas de churn, de bénéficier d'un tarif de reprise basé sur la rémunération du technicien, à quoi s'ajouterait la juste rémunération de la cascade de sous-traitance telle qu'un opérateur efficace la mettrait en œuvre. Alternativement, baser le tarif sur le coût d'un raccordement qui aurait été réalisé dans les règles de l'art conforterait la position des associations d'élus exprimée supra, à savoir qu'il serait possible d'aller chercher la responsabilité de l'OC initial afin de mettre le raccordement en conformité si nécessaire. En effet, si ce n'était pas le cas, l'OC repreneur devrait supporter des frais indus en cas de problème technique, ou se retourner contre l'OI.

Enfin, les associations d'élus partagent la crainte de l'Arcep que cette situation puisse *« dans certains cas induire une incitation financière à reconstruire un nouveau raccordement plutôt qu'à réutiliser le raccordement existant »*. Outre la gabegie financière que cela représenterait, les associations d'élus entrevoient là le spectre d'un mode STOC perpétuel...

Aussi les associations d'élus demandent une clarification de la recommandation sur le tarif de reprise, en adéquation avec la nécessité de remettre à niveau les raccordements effectués en mode dégradés durant toute leur période d'amortissement.